

L'Alternative budgétaire pour
le gouvernement fédéral en 2006

Aller de l'avant



CCPA

CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES
CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES



CCPA
CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES
CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES

ISBN 0-88627-491-5

**410-75 rue Albert
Ottawa, ON K1P 5E7**

**TÉLÉPHONE 613-563-1341 TÉLÉCOPIER 613-233-1458
COURRIER ÉLECTRONIQUE ccpa@policyalternatives.ca
www.policyalternatives.ca**

CAW 567
OTTAWA

5	Préface
9	Résumé
13	Introduction
21	Cadre financier Le nouveau contexte du débat fiscal fédéral

Préface

Depuis plus de dix ans, l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral offre aux Canadiens une nouvelle façon d'envisager les budgets fédéraux. Nous partons du principe voulant que les budgets devraient d'abord porter sur les gens et nous offrons une approche de rechange pour traiter les finances du pays, approche responsable des points de vue financier et social.

L'ABGF a été instaurée à une époque où le Canada se remettait d'une récession et où la réaction adoptée par le gouvernement pour régler le déficit considérable dans ses livres consistait à se délester sur les paliers inférieurs de gouvernement, les familles canadiennes et les particuliers en instaurant d'énormes réductions des dépenses, sur la recommandation des chefs d'entreprise du Canada. L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral a adopté une approche plus équitable, démontrant qu'il était possible de financer les soins de santé, l'éducation et l'assurance-emploi, d'améliorer l'environnement et de fournir d'autres services essentiels, tout en établissant la balance des comptes, en éliminant le déficit et en remboursant progressivement la dette.

Aujourd'hui, un nouveau gouvernement est au pouvoir, soit le second gouvernement minoritaire en 18 mois, et la position du Canada est très différente. La forte croissance économique, issue d'une longue période de faibles taux d'intérêt, a entraîné le taux de chômage le plus bas qui ait été enregistré depuis plus de 30 ans et une série d'excédents budgétaires fédéraux à venir. Le gouvernement hérite d'une occasion sans précédent de changer les choses dans la vie des Canadiens ici et de renforcer notre réputation à l'étranger.

En collaborant avec les autres partis de la Chambre, les gouvernements minoritaires ont souvent été responsables de l'avancement du pays sur des questions qui offrent des avantages nets à tous les citoyens, notamment l'assurance-maladie universelle et les pensions publiques. Le gouvernement minoritaire de 2004–2005 a collaboré avec l'opposition afin d'offrir une aide nouvelle aux villes et à l'environnement, d'appuyer les étudiants et les travailleurs, et d'augmenter l'aide internationale. En travaillant avec les provinces, il a jeté les bases d'un régime pancanadien de services de garde d'enfants et, avec les provinces et les Premières nations, les Métis et les Inuits, il a

signé des ententes mémorables pour mettre fin à une histoire marquée par la négligence.

Le défi du gouvernement minoritaire d'aujourd'hui sera de dégager un consensus sur les questions qui unissent les Canadiens et leurs représentants à la Chambre. Une fois encore, les chefs d'entreprise du Canada ont exercé des pressions sur le programme, axé sur des réductions d'impôt plus importantes, la décentralisation et un gouvernement moins important, ce qui signifie, entre autres choses, que le fédéral aurait une capacité amoindrie d'établir des normes nationales, de réduire les frais de scolarité ou d'aider les chômeurs dans les régions les plus pauvres du Canada. Cette stratégie mènerait à d'autres séries de réduction des programmes et à l'abandon d'initiatives. Qu'est ce que les Canadiens souhaitent?

Dans le budget fédéral à venir, le nouveau gouvernement minoritaire signalera s'il compte diriger en « gouvernant comme s'il était majoritaire », l'approche qui manquait au dernier gouvernement minoritaire conservateur en 1979, ou s'il veut dégager un consensus entre les Canadiens sur les défis d'une nouvelle ère. La présente Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral offre une stratégie pour établir ce consensus.

Notre processus débute par la participation et le soutien des chercheurs, des activistes et des dirigeants d'une vaste gamme d'organisations de la société civile représentant des millions de Canadiens et comprenant des représentants des syndicats, du domaine de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté, des organismes religieux, des étudiants, des établissements d'enseignement, des travailleurs en éducation, de la culture, du développement social, de la défense des droits des enfants, de la condition de la femme, de la coopération au développement international, de l'immigration, du logement, des soins de santé, des groupes de réflexion et des peuples autochtones.

L'ABGF cherche à dégager un consensus sur des décisions et orientations stratégiques

et, ce faisant, elle aide à renforcer la mobilisation populaire, à promouvoir les connaissances économiques de base et à démystifier le processus de budgétisation.

Pendant plusieurs années, l'ABGF a fourni un cadre financier responsable où le budget est équilibré, le fardeau de la dette diminue et le niveau d'imposition en général, comme part du PIB, demeure constant. Malgré ces contraintes, l'ABGF réalise les aspirations d'une vaste gamme d'organisations de la société civile.

L'ABGC aimerait souligner l'aide financière inestimable qu'ont apportée le Congrès du travail du Canada, le Syndicat national de l'automobile, le Syndicat canadien de la fonction publique, le Syndicat national des employés et des employés généraux du secteur public, l'Alliance de la fonction publique du Canada et le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier; ensemble, ils ont permis de concrétiser ce projet. Nous aimerions également remercier les organisations suivantes pour leur participation et leur soutien :

Organisations participantes

Assemblée des Premières nations (APN)

Syndicat canadien de l'automobile (SCA)

Conférence canadienne des arts (CCA)

Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI)

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCEE)

Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (AFAI)

Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU)

Congrès du travail du Canada (CTC)

Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF)

Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
 Centre for Community Study
 Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE)
 Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP)
 Coalition du budget vert
 Hugh Mackenzie Associates
 Abolissons la pauvreté
 Monica Townson Associates
 Organisation nationale anti-pauvreté (ONAP)
 Association nationale des centres d'amitié (ANCA)
 Organisation nationale des femmes immigrantes et des femmes appartenant à une minorité visible du Canada (ONFIFMVC)
 Institut Polaris
 Association des infirmières et infirmiers autorisés de l'Ontario (AIIAO)
 Métallurgistes unis d'Amérique (MVA)

Par-dessus tout, nous sommes redevables à de nombreux participants au projet de l'ABGF, qui ont volontairement fait part de leur temps, de leur expertise et de leur enthousiasme, en préparant des parties du document, en fournissant des commentaires constructifs pendant tout le processus et en aidant à formuler l'approche de l'ABGF par leur participation au comité directeur. Nous aimerions remercier sincèrement les personnes suivantes pour leur contribution : Yuri Artibise (APN), Jim Stanford (SCA), Armine Yalnizyan (chercheur associé du CCPA), Alain Pineau et James Missen (CCA), Brian Tomlinson (CCCI), Ian

Boyko (FCEE), Sharon Chisholm et Alex Munter (ACHRU), Andrew Jackson, Salimah Valiani et Teresa Healy (CTC), Lise Martin (ACHRU), Toby Sanger et Corina Crawley (SCFP), Paul Shaker (Centre for Community Study), Monica Lysack et Lynell Anderson (ACPSGE), Nancy Peckford (AFAI), Keith Newman et Julie White (SCEP), Andrew Van Iterson (Coalition du budget vert), Hugh Mackenzie (Hugh Mackenzie & Associates), Joe Gunn (Abolissons la pauvreté), Monica Townson (Monica Townson & Associates), Dennis Howlett et Sandra Bender (ONAP), Alfred Gay (ANCA), Anu Bose (ONFIFMVC), Steven Staples (Institut Polaris), Sheila Block (AIIAO) et Charles Campbell (MUA).

Nous aimerions également remercier les personnes suivantes pour leur collaboration au projet de l'ABGF et pour leurs conseils d'expert : Isabella Bakker, professeur de science politique et d'études de la condition féminine, Université York; Tony Myatt, professeur d'économie, Université du Nouveau-Brunswick; Lars Osberg, professeur de recherche, Université Dalhousie; Joe Ruggeri, directeur du Centre d'études politiques, Université du Nouveau-Brunswick; et Lisa Phillips, Osgoode Hall Law School.

Le personnel du CCPA a amélioré ce projet par son enthousiasme, sa générosité, son dynamisme et son travail d'équipe. Nos sincères remerciements à Melanie Allison, Larry Brown, Bruce Campbell, Anskia DeJong, Mathieu Dufour, Ed Finn, Kerri-Anne Finn, Seth Klein, Marc Lee, Christine Nesrallah, Ellen Russell, Tim Scarth, Erika Shaker et Diane Touchette.

Judy Randall

Coordonnatrice de l'ABGF 2006

Résumé

Pour la deuxième fois en 18 mois, les Canadiens ont élu un gouvernement minoritaire au Parlement en janvier 2006. Il est difficile de faire valoir que les Canadiens votaient en faveur d'un programme particulier. Si les élections ont réussi à démontrer quelque chose, c'est peut-être seulement le fait que les Canadiens ne souhaitent pas confier à un parti la majorité et qu'ils s'attendent à ce que leurs législateurs collaborent. Les gouvernements minoritaires y sont certes parvenus par le passé et, ce faisant, ils ont amélioré le Canada. Le dernier gouvernement minoritaire a instauré un régime pancanadien de services de garde d'enfants, négocié des ententes historiques avec les Premières nations et fait de nouveaux investissements critiques en éducation postsecondaire, formation, logement abordable, infrastructure urbaine et aide étrangère.

Dans le présent gouvernement minoritaire, il reviendra à nouveau aux quatre partis représentés à la Chambre de négocier un programme qui reflète le consensus des Canadiens et qui aide le Canada à aller de l'avant. Mais il est difficile d'avancer si on commence par faire marche arrière. Malgré sa campagne électorale intitulée « Changeons pour vrai », plusieurs promesses

du Parti conservateur consistent à répudier des engagements cruciaux faits pendant la dernière période législative, en ce qui concerne les services de garde d'enfants, les Premières nations, l'accord de Kyoto, les jeunes, les travailleurs canadiens, le logement abordable, les villes et les collectivités.

Le nouveau gouvernement hérite d'un excédent financier sous-jacent « selon le statu quo » d'au moins 15 milliards de dollars par année au cours des cinq prochaines années. Peu de choix à faire dans le budget fédéral à venir ont donc trait à la rentabilité.

Comment cet excédent sera-t-il utilisé? L'ambitieux programme des Conservateurs décrivait des réductions d'impôt, le remboursement de la dette, de nouvelles dépenses et l'accumulation d'un nouvel excédent totalisant 112,7 milliards de dollars sur cinq ans. Voilà qui soulève des questions. Comment un programme de 112,7 milliards de dollars entre-t-il dans un excédent de 74,8 milliards de dollars? Quelles compressions des dépenses sont envisagées pour combler l'écart de 37,9 milliards de dollars? Et est-ce que l'époque des excédents budgétaires s'évanouira pour se transformer en une nouvelle série de ré-

ductions d'impôt de plusieurs milliards de dollars, en minant la capacité fiscale du Canada et en justifiant une nouvelle série de compressions des dépenses, comme les coupes que les Libéraux ont faites il y a dix ans?

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral croit que le gouvernement minoritaire actuel a une marge de manœuvre financière suffisante pour respecter les engagements faits pendant la dernière période législative : s'en tenir aux progrès réalisés et utiliser nos vastes ressources fiscales pour améliorer la vie et les perspectives d'avenir des citoyens canadiens ici, tout en remplissant nos obligations internationales à l'étranger. Peu de gouvernements héritent d'une occasion aussi enviable de faire avancer leur pays.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral de cette année cherche à démontrer que le Canada peut poursuivre sur la lancée instaurée pendant la période législative du gouvernement minoritaire de 2004–2005, utiliser les ressources fiscales discrétionnaires considérables qui restent pour faire avancer le Canada grâce à un programme progressiste et laisser au nouveau gouvernement la marge de manœuvre nécessaire pour gouverner. Notre plan établi pour aller de l'avant se divise en deux parties : « ne pas faire marche arrière » et « aller de l'avant ».

Ne pas faire marche arrière

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral précise les cinq secteurs de dépenses où des progrès considérables ont été faits en 2004–2005. L'ABGF considère ces engagements comme la pierre angulaire du progrès et invite le gouvernement à respecter les engagements antérieurs en matière de financement qui ont été faits relativement à ces secteurs de dépenses :

1 Services de garde d'enfants : Fournir les fonds nationaux destinés aux services de garde d'enfants promis dans les accords bilatéraux.

2 Premières nations : Respecter les engagements faits aux Premières nations, aux Métis et aux Inuits pendant la rencontre des premiers ministres de novembre 2005.

3 Environnement : Continuer de financer le fonds pour le changement climatique.

4 Jeunes canadiens et travailleurs : Mettre en œuvre le plan de formation et le Fonds de protection du salarié annoncés dans La Mise à jour économique et financière. Respecter les plans relatifs à l'éducation postsecondaire qui ont été faits dans le projet de loi C-48 et mettre en œuvre le plan de formation annoncé dans La Mise à jour économique et financière.

5 Villes et collectivités : Maintenir les progrès prévus dans le domaine des transports en commun et du logement abordable et réalisés dans le cadre du projet de loi C-48 (l'accord budgétaire entre les Libéraux et le NPD).

Aller de l'avant

L'ABGF soutiendra ces priorités clés et s'en inspirera, tout en favorisant de nouvelles mesures pour :

- réduire les coûts des soins de santé grâce à un régime national d'assurance-médicaments;
- promouvoir la conservation de l'énergie et l'efficacité énergétique, et rendre l'économie « verte »;
- abolir la pauvreté en établissant et en atteignant des cibles dans le domaine de l'aide étrangère;
- régler l'inégalité ici en apportant de l'aide aux familles, aux étudiants, aux personnes âgées et aux immigrants;

- rétablir le droit des travailleurs à un salaire vital, à une formation et à l'assurance-emploi;
- respecter les engagements internationaux du Canada envers les femmes;
- appuyer les établissements culturels et l'excellence artistique au Canada;
- créer un régime fiscal plus juste pour promouvoir la stabilité fiscale et l'équité sociale;
- élargir les soutiens propres au secteur pour stimuler les investissements et les emplois;
- geler les dépenses de défense en attendant l'examen public complet du rôle international du Canada.

Le Canada a une occasion extraordinaire d'aller de l'avant et de créer une meilleure vie pour chacun d'entre nous. Les Conservateurs veulent régler tous les problèmes par une réduction d'impôt. Nous offrons un meilleur choix : utiliser l'argent des contribuables pour investir dans des services qui comptent pour les gens, comme l'éducation, les services de garde, la santé, l'air pur, l'eau potable sûre et le logement abordable. Ce sont des nécessités pour nous tous et aucune réduction d'impôt ne pourrait nous les offrir de manière aussi équitable.

Introduction

Pour la deuxième fois en 18 mois, les Canadiens ont élu un gouvernement minoritaire au Parlement en janvier 2006. Tel que décrit dans le rapport sur le gouvernement minoritaire de L'ABGF en janvier, nous croyons que les gouvernements minoritaires ont toujours été très positifs pour le Canada, offrant des mesures législatives et des programmes importants et marquants dans son histoire, comme l'assurance-maladie et les pensions publiques, qui ont rendu de bons services aux Canadiens, ont défini notre identité canadienne distincte et notre fierté et ont résisté au temps.

Le gouvernement minoritaire élu en juin 2004 n'a pas fait exception. En réalité, il a fait beaucoup pour régler plusieurs problèmes de longue date au Canada :

- la nécessité d'un soutien national pour le développement et de services de garde des jeunes enfants à la grandeur du pays,
- un dédommagement aux Premières nations du Canada pour des décennies de négligence et de préjudices;
- la reconnaissance du rôle capital des villes du Canada et de l'importance

d'un environnement plus sain, d'une infrastructure physique renouvelée et de logements abordables pour la croissance et la durabilité de collectivités en santé;

- une mesure prise tardivement à l'égard de notre obligation de fournir le soutien et les outils dont les jeunes Canadiens et les travailleurs ont besoin pour l'avancement de l'éducation et le perfectionnement des compétences qu'exige une économie vivante et en pleine croissance.

Pendant le mandat du dernier gouvernement minoritaire, le premier ministre Paul Martin a également pris la décision inattendue mais capitale de refuser les offres des Américains de faire participer le Canada à la défense antimissiles balistiques, décision appuyée par deux des trois parties de l'opposition de la Chambre et par une majorité des deux tiers des Canadiens.

Avec les élections de janvier 2006, les Conservateurs de Stephen Harper sont entrés avec l'appui d'un peu plus du tiers de l'électorat (36 % des suffrages exprimés). Selon la proportion de sièges qu'il détient à la Chambre des communes, le gouvernement actuel constitue le gou-

vernement minoritaire le plus faible dans toute l'histoire du Canada. Le plus grand défi auquel il est confronté consiste à déterminer exactement quel est son mandat et à évaluer ses décisions en conséquence.

Mandat

Étant donné que près des deux tiers des Canadiens ont voté pour d'autres partis, on ne peut guère dire que le résultat des élections représente l'approbation des politiques conservatrices que sont la décentralisation, des réductions d'impôt majeures, des restrictions budgétaires ou la réduction de la taille du gouvernement. La victoire de M. Harper ne peut pas non plus être interprétée comme un mandat l'autorisant à répudier les accords signés avec les gouvernements provinciaux, à renier les engagements pris envers les enfants et les jeunes, à rejeter les ententes historiques conclues avec les Premières nations, à refuser d'appuyer l'accord de Kyoto par le Canada ou à rouvrir les discussions avec les États-Unis sur la défense antimissiles.

En fait, la majorité des Canadiens pourraient convenir avec l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral que les investissements et réalisations du dernier gouvernement minoritaire sont des pierres angulaires capitales du progrès et que le nouveau gouvernement minoritaire ne devrait pas pouvoir les réduire en poussière.

Le présent gouvernement minoritaire a l'occasion de prendre assise sur ces pierres angulaires et non de ramener le pays en arrière.

Imputabilité

Pour un nouveau gouvernement Conservateur fragile dont le mot d'ordre a pendant longtemps été l'« imputabilité », renoncer de bonne foi aux engagements négociés par le gouvernement du Canada avec ses citoyens serait une violation de cette bonne foi et se résumerait à mal comprendre la nature conditionnelle des mandats que les

Canadiens lui ont confiés le jour du scrutin, le 23 janvier. Cela équivaldrait à une défaite certaine : premièrement au Parlement; deuxièmement, dans les élections ultérieures.

Les premières mesures prises par les Conservateurs de M. Harper ont donné aux Canadiens peu d'espoir qu'il tienne compte de cette réalité.

Pendant la campagne électorale, l'un des principaux slogans des Conservateurs était : « Voici venu le temps de l'imputabilité ». Le discours du Trône a insisté sur ce thème et on peut présumer que le budget fédéral de 2006 en fera autant. Le but recherché est de tenir les promesses des Conservateurs relativement à cinq grandes priorités : la législation sur l'imputabilité; la réduction de la TPS d'un point; le financement d'une allocation de 100 \$ par mois pour les enfants de moins de 6 ans (l'allocation pour le « choix en matière de garde d'enfants »); une garantie relativement aux délais d'attente des patients; et un fonds de 100 millions de dollars par année pour augmenter le nombre de policiers dans les rues, l'aide aux victimes de crimes et la prévention de la criminalité chez les jeunes.

Dans le vaste programme relatif à « l'imputabilité », le premier ministre Harper a :

- nommé un militant bénévole non élu au Sénat et lui a confié la responsabilité du Cabinet pour les Travaux publics, le ministère chargé de l'imputabilité et dont le nouveau ministre ne sera pas redevable à la Chambre;
- refusé de consentir au choix démocratique d'un premier ministre libéral par les électeurs de Vancouver Kingsway en persuadant David Emerson de changer de parti et de siéger comme ministre conservateur du Commerce international;
- annoncé le jour de son assermentation qu'il annulait les accords signés que le Canada avait négociés avec les provinces sur les

services de garde d'enfants, à compter du 31 mars 2007;

- refusé au départ d'envisager un débat parlementaire sur la mission du Canada en Afghanistan, malgré la grande confusion qui entourait la raison pour laquelle les troupes canadiennes étaient dans ce pays et contre qui elles se battaient dans une guerre à long terme dont le règlement n'est pas prévisible (il est par la suite revenu sur sa décision et a accepté à contrecœur d'autoriser un tel débat).

Les Conservateurs pourraient maintenant tenter de définir l'« imputabilité » comme une expression qui s'applique surtout aux fonctionnaires et aux ministres de l'État grâce à une nouvelle loi qui régirait leur comportement, leurs rapports hiérarchiques et leurs relations avec le gouvernement fédéral. Mais les Canadiens se demanderont pourquoi l'argument du premier ministre Harper voulant que le Canada a pris un engagement et que les Canadiens ne prennent pas leurs jambes à leur cou à la première difficulté s'applique au soutien d'un rôle militaire en Afghanistan et non au développement et à l'avenir de nos enfants, ce qui était aussi un engagement du gouvernement antérieur.

À la grandeur du pays, des parents, des éducateurs, des étudiants, des groupes communautaires, des organisations sociales et syndicales, les premiers ministres et les partis de l'opposition fédérale pressent le premier ministre d'honorer l'engagement pluriannuel fait aux provinces d'appuyer l'éducation et les services de garde des jeunes enfants. Des fonds stables et à long terme sont essentiels pour créer les places en garderie nécessaires. Pour des millions de Canadiens, la décision ultime de M. Harper sur cette question sera l'étape décisive qui démontrera qu'il est prêt à répondre aux demandes des électeurs.

Marge de manœuvre financière et « ne pas faire marche arrière »

Le nouveau gouvernement hérite d'un excédent financier sous-jacent « selon le statu quo » de 47 milliards de dollars au cours des trois prochaines années et d'un gain fortuit possible de 7,6 milliards de dollars pendant ces années, selon des prévisions récentes¹. Peu des choix à faire dans le budget fédéral à venir ont donc trait à la rentabilité. En fait, le gouvernement minoritaire actuel a suffisamment de jeu pour honorer les engagements pris par le dernier gouvernement — s'en tenir aux progrès — afin d'utiliser nos vastes ressources fiscales pour améliorer la vie et les perspectives d'avenir des citoyens canadiens ici, et respecter quand même nos obligations internationales à l'étranger. Peu de gouvernements héritent d'une occasion aussi enviable de faire avancer leur pays.

Tel que décrit dans le cadre financier (p. 21), il est légitime de s'inquiéter de la manière dont le gouvernement compte utiliser cette marge de manœuvre. Sur cinq ans (avec un excédent de 74,8 milliards de dollars), les Conservateurs ont estimé le coût des réductions d'impôt qu'ils proposent, de leurs plans de dépenses et du remboursement de la dette à un total de 90 milliards de dollars. En outre, ils comptent accumuler un excédent cumulatif non affecté de 22,7 milliards de dollars, ce qui porte le total à 112,7 milliards de dollars. Cela soulève des questions importantes : comment un programme de 112,7 milliards de dollars entre-t-il dans un excédent de 74,8 milliards de dollars? Quelles autres compressions des dépenses sont envisagées? Et est-ce que l'époque des excédents budgétaires s'évanouira dans une nouvelle série de réductions d'impôt de plusieurs milliards de dollars, en minant la capacité fiscale du Canada et en justifiant une nouvelle série de compressions des dépenses, comme les coupes des Libéraux il y a dix ans?

Il est difficile d'avancer si l'on part à reculons. Malgré le slogan électoral « Changeons pour vrai », certaines promesses des Conservateurs

consistent à répudier les engagements capitaux faits pendant la dernière période législative : pour les services de garde d'enfants, les Premières nations, l'accord de Kyoto, les jeunes, les travailleurs canadiens, le logement abordable, les villes et les collectivités.

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral repose sur l'hypothèse selon laquelle la priorité la plus urgente consiste à honorer ces obligations très abordables et à faire en sorte que le Canada ne « fasse pas marche arrière ».

À nos yeux, ces engagements sont des pierres angulaires. De plus, malgré leurs différences, les trois partis de l'opposition partagent notre point de vue sur ces priorités. Ils appuient tous un programme national de services de garde d'enfants financé conjointement. Ils appuient tous l'accord conclu par le gouvernement antérieur avec les Premières nations. Ils appuient tous le respect des cibles de Kyoto et l'aide à apporter aux villes canadiennes. Ils appuient tous l'augmentation des transferts aux étudiants. Et ils s'opposent tous à la participation à la défense antimissiles et à la militarisation de l'espace.

S'en tenir à ces pierres angulaires est ce que l'ABGF entend par « ne pas faire marche arrière ». Dans le cadre financier (p. 21), nous présentons en détail le coût de ces engagements, soit 8,75 milliards de dollars au cours des trois prochaines années (tableau 4) et nous démontrons comment le gouvernement peut respecter ces engagements et conserver quand même la marge de manœuvre financière importante (28,4 milliards de dollars sur trois ans) que nécessitent d'autres initiatives.

Il vaudrait mieux centrer ses initiatives sur l'élargissement de l'engagement d'Ottawa à régler les lacunes les plus importantes des programmes et activités du gouvernement fédéral, notamment verser des fonds supplémentaires pour les services de garde d'enfants et le logement, élargir la Prestation fiscale pour enfants, appuyer les établissements culturels du Canada, voir au développement international, à la forma-

tion, au soutien sectoriel, verser des transferts en matière de programmes sociaux en éducation et en services sociaux, protéger l'environnement, et appliquer d'autres mesures décrites dans les parties ultérieures du présent document.

Réductions d'impôt

Dans le budget 2000 de Paul Martin, les importantes réductions d'impôt ont été présentées comme une récompense qui était accordée aux Canadiens pour les sacrifices qu'ils avaient faits dans le but de payer le déficit fédéral. La réduction d'impôt de 100 milliards de dollars offrait plus de 30 % des avantages aux contribuables ayant les revenus plus élevés², ce qui laissait peu de marge pour régler des questions essentielles telles que la construction de logements abordables ou la réduction de la pauvreté. Six ans plus tard, de nombreux Canadiens reconnaissent qu'une réduction d'impôt de 200 \$ à 300 \$ est une mince compensation lorsqu'on ne peut pas obtenir une aide médicale en cas de besoin, envoyer son enfant à l'université ou se payer un logement décent. Or, cette promesse tient toujours. Dans le débat actuel, il s'agit moins de savoir s'il y aura une réduction d'impôt, 74 % des promesses nettes des Conservateurs lors de la récente campagne électorale avaient trait à des réductions d'impôt, que de savoir quel en sera le taux et le montant que nous aimerions obtenir?

Du point de vue fiscal, il y a peu de différence entre les réductions d'impôt sur le revenu annoncées par l'ancien ministre des Finances Ralph Goodale dans *La Mise à jour économique et financière* de novembre 2005 et une réduction des Conservateurs de la TPS d'un point. L'une ou l'autre coûterait environ 15 milliards de dollars au cours des trois prochaines années. Et il est difficile de prendre au sérieux un débat partisan rangé qui chercherait à savoir quelle tranche des 5 milliards de dollars par année serait coupée puisque les positions des parties, tout

particulièrement sur la TPS, pourraient au mieux être décrites comme étant « souples ».

Au cours des dix dernières années, le registre des réductions d'impôt par les Libéraux comme part du PIB et la réduction radicale des dépenses gouvernementales (par rapport au PIB) au niveau des années 50 a laissé au Canada une répartition des revenus de plus en plus inégale, des services publics affaiblis et une infrastructure en voie de s'effondrer, ce qui est le legs d'une négligence incompréhensible dans un pays qui se vante d'avoir eu huit excédents budgétaires consécutifs. L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral adopte une autre approche. Nous offrons de meilleurs choix dans un cadre financier responsable, c'est-à-dire investir dans ce qui importe pour les gens, comme les soins de santé, l'éducation, l'air pur, l'eau potable et le logement abordable. Ces biens publics sont des nécessités, elles sont payées avec l'agent des contribuables et aucune réduction d'impôt ne pourrait les offrir d'une manière aussi équitable.

Pendant le mandat du gouvernement minoritaire de 2004–2005, l'opposition a négocié un compromis dans le budget de 2005 à l'aide du projet de loi C-48 (la loi budgétaire du NPD), qui a transféré 4,5 milliards de dollars des réductions d'impôt des sociétés à l'éducation postsecondaire et à la formation, à l'amélioration des transports en commun et à la qualité de l'air dans les villes, à la construction de logements abordables, à la protection du salaire des travailleurs en cas de faillite d'entreprise et à l'augmentation de la contribution du Canada au développement international.

Le rapport sur le gouvernement minoritaire récent de l'ABGF montre comment ces réinvestissements publics, ainsi que d'autres nouvelles initiatives, comme les accords sur les services de garde d'enfants avec les provinces et l'accord historique avec les Premières nations, commençaient à compter dans la vie de millions de Canadiens, leur donnaient de l'espoir et des perspectives d'avenir.

Le premier ministre Harper a clairement déclaré que le budget fédéral à venir contiendrait des réductions d'impôt. Ce n'est pas l'approche de l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral. Comme notre récent rapport technique *Standing up for Which Families*³ l'indique, les mesures fiscales proposées par M. Harper, y compris la réduction de la TPS, profiteraient de façon disproportionnée à la tranche des 5 % supérieure des familles dont le revenu est de plus de 150 000 \$.

La décision que les électeurs ont prise le 23 janvier était de mettre au pouvoir un autre gouvernement minoritaire. Il est difficile de dire s'ils votaient pour ou contre les réductions d'impôt puisque, dans la plupart des cas, aucune autre offre n'avait été présentée.

La seule chose que les élections ont démontrée est peut-être le fait que les Canadiens n'étaient pas prêts à confier la majorité à un parti et qu'ils s'attendent à ce que les législateurs collaborent. C'est certes ce que les gouvernements minoritaires ont fait par le passé et, ce faisant, ils ont amélioré le Canada.

Dans le présent gouvernement minoritaire, il reviendra également aux quatre partis représentés à la Chambre de négocier un plan financier qui reflète le consensus des Canadiens et qui aide le Canada à aller de l'avant.

Aller de l'avant

Après les dernières élections, la question immédiate à l'ordre du jour, pour les politiciens et le public, était la suivante : « comment faire fonctionner le Parlement? »

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral tente cette année de démontrer que le Canada peut continuer sur la lancée des progrès réalisés par le gouvernement minoritaire de 2004–2005, utiliser les ressources fiscales discrétionnaires considérables qui restent pour faire avancer le Canada grâce à un programme progres-

siste et laisser encore au nouveau gouvernement la « marge de manœuvre nécessaire ».

Notre programme pour « aller de l'avant » (tableau 5, p. 29) s'inspire des principales priorités de l'ABGF et présente des mesures progressistes qui permettraient au Canada :

- de réduire la pauvreté en augmentant le soutien apporté aux enfants, aux étudiants et aux personnes âgées;
- de respecter nos engagements en développement international;
- d'instaurer un régime national d'assurance-médicaments;
- de préserver les principes et le caractère du système public de soins de santé du Canada;
- de promouvoir la conservation et l'efficacité énergétique et de rendre l'économie « verte »;
- d'améliorer le soutien apporté aux institutions culturelles et à l'excellence artistique canadienne;
- de fournir l'infrastructure et la formation nécessaires pour appuyer les accords négociés sur les services de garde d'enfants;
- d'apporter aux étudiants le soutien dont ils ont besoin pour avoir accès à l'éducation postsecondaire;
- de financer les établissements régis par les Premières nations afin de promouvoir le développement économique et d'améliorer les conditions environnementales et sociales des collectivités autochtones et urbaines;
- d'appuyer les programmes pour faire avancer l'égalité des femmes;
- de garantir le droit des travailleurs à un salaire vital, à la formation et à l'assurance-emploi;

- de remédier aux inquiétudes courantes des immigrants ayant trait à l'agrément de leurs titres de compétence étrangers;
- d'élargir le soutien propre au secteur pour stimuler les nouveaux investissements et les emplois au Canada;
- de créer un régime fiscal plus juste;
- d'améliorer l'infrastructure physique et environnementale dans les villes et collectivités canadiennes;
- de construire des logements abordables.

Dans l'ensemble, ces initiatives coûteront 36,4 milliards de dollars au cours des trois prochaines années et feront bon usage de la majeure partie de la marge de manœuvre financière disponible pour faire avancer des buts progressistes.

Les partis ont la marge de manœuvre nécessaire pour collaborer afin d'atteindre plusieurs objectifs communs. Par exemple, l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral croit qu'il est à la fois possible et essentiel de renouveler les accords sur les services de garde d'enfants avec les provinces pendant cinq ans *et* d'offrir un soutien supplémentaire aux familles ayant de jeunes enfants. Nous proposons que la nouvelle allocation mensuelle de 100 \$ pour les enfants de moins de six ans soit offerte au moyen de la Prestation fiscale canadienne pour enfants (comme nous le décrivons brièvement dans notre rapport) et nous ferions bon accueil à une aide supplémentaire aux enfants et aux familles.

Dans le présent budget, comme ceux des années précédentes, nous n'avons pas affecté de fonds distincts au remboursement de la dette. Le ratio de la dette au PIB du Canada se compare de façon très avantageuse à l'échelle internationale, tandis que nos niveaux de pauvreté chez les enfants et le traitement des femmes et des Premières nations ont été des sujets d'inquiétude au niveau international. Nous cherchons moins à faire des affectations précises pour obtenir un

ratio de la dette au PIB cible une année ou deux à l'avance qu'à gaspiller les premières années de développement critiques de nos enfants, ou de leur permettre de grandir dans une société fracturée qui a perdu sa raison d'être et sa responsabilité collective.

Même si le mandat du présent gouvernement minoritaire pourrait être de courte durée, il impose aux Canadiens des défis stratégiques et économiques considérables. La présente ABGF s'attarde à certaines des questions stratégiques majeures auxquelles le Canada est confronté. Elle présente honnêtement la question de savoir si les solutions axées sur le marché sont une bonne réponse à nos principaux défis stratégiques sociaux. Elle remet en question la proposition actuelle d'engloutir des milliards de dollars dans des dépenses de défense sans organiser de débat public suffisant sur la mission actuelle et le rôle futur de nos forces armées. Elle soulève la question de savoir si le Canada devrait (ou peut) tracer sa propre voie en ce qui concerne les menaces internationales telles que les changements climatiques. Elle rouvre le débat sur le rôle et les choix offerts aux femmes et aux familles dans la société canadienne. Par ailleurs, dans deux chapitres capitaux, elle pose des questions importantes sur la crédibilité financière et l'équité fiscale.

Dans les prochaines parties du rapport, nous présentons un aperçu des programmes et des investissements nécessaires pour aider le Canada et les Canadiens à prospérer dès les premières années de l'enfance, pendant leurs années d'études et de travail et ce, jusqu'à la retraite. Nous trouvons la marge de manœuvre nécessaire pour remplir nos engagements internationaux sur les changements climatiques et le développement international et nous décrivons des mesures visant à abolir la pauvreté ici et à l'étranger.

Notre cadre financier examine en profondeur les plans de dépenses des Conservateurs et jette la lumière sur les coûts réels de leur programme de réduction d'impôt, de remboursement de la

dette, de dépenses militaires accrues, ainsi que sur la nécessité présumée de réduire d'autres programmes tels que les services de garde d'enfants et le fonds pour le changement climatique afin de payer les réductions d'impôt proposées.

Dans la partie sur la fiscalité, l'ABGF examine les répercussions des réductions d'impôt proposées par les Conservateurs sur les familles de différents niveaux de revenu et sur la capacité fiscale globale du gouvernement.

Dans l'ensemble, le projet de l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral est conçu de manière à présenter des choix clairs en politique publique et à expliquer les compromis que nécessite une piste plutôt qu'une autre. Les partenaires de l'ABGF comprennent une coalition d'organisations communautaires, syndicales, culturelles, d'équité, de justice sociale, de l'environnement et d'étudiants qui représentent des millions de Canadiens désireux de soutenir et de renforcer la vision que nous partageons d'un Canada bienveillant et ouvert à tous.

Gouverner signifie choisir. Étant donné la taille de l'excédent budgétaire prévu et le gain supplémentaire attendu de façon fortuite de 2 ou 3 milliards de dollars par année qui pourrait être disponible, le nouveau gouvernement minoritaire a les moyens et la responsabilité d'utiliser ces ressources de manière à bâtir un pays meilleur pour tous ses citoyens. Ces ressources nous appartiennent. Il revient au Parlement d'offrir le budget qui permettra au Canada d'aller de l'avant.

« Une vision plus prometteuse »

Le gouvernement fédéral jouit d'une situation financière de prospérité et de souplesse sans pareilles. Il a suffisamment de marge de manœuvre (sous la forme d'excédents « selon le statu quo » de 15 milliards de dollars par année ou plus) pour financer une gamme d'initiatives importantes afin d'améliorer la qualité et la sécurité de la vie des Canadiens. Mais le Parti conserva-

teur prévoit affecter toute cette marge — et, par la suite, une partie — à des réductions d'impôt. En fait, ses propres estimations indiquent que le gouvernement fédéral devrait effectivement *réduire* les dépenses de programme afin de payer toute la liste de réductions d'impôt des Conservateurs.

Par opposition, la présente Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral fait valoir que les Canadiens seront bien mieux servis par le réinvestissement des fonds excédentaires dans une gamme de services et programmes publics qui répondent directement aux problèmes les plus importants auxquels notre société est confrontée : la pauvreté, le logement, l'infrastructure, les emplois et l'environnement. Nous démontrons non seulement qu'Ottawa a les moyens de maintenir les réalisations les plus importantes du dernier gouvernement minoritaire (y compris les accords sur les services de garde d'enfants, le financement versé aux peuples autochtones, la mise en œuvre de l'accord de Kyoto, les initiatives sur l'emploi et la formation, ainsi que le soutien de l'infrastructure urbaine) mais encore que le gouvernement pourrait financer un *élargissement* considérable des programmes et services. En outre, Ottawa peut y parvenir malgré les contraintes des budgets équilibrés.

L'an dernier, l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral a avancé (dans son rapport sur le gouvernement minoritaire) que les gouvernements minoritaires peuvent être la forme de gouvernement la plus efficace pour le Canada. Ils nécessitent une plus grande flexibilité, des compromis et de l'imputabilité de la part des représentants élus. Le présent gouvernement minoritaire pourrait poursuivre cette tradition.

Nous démontrons qu'il a une marge de manœuvre financière suffisante pour préserver les pierres angulaires les plus importantes et les plus chéries par l'ancien gouvernement (y compris le programme national de services de garde d'enfants), tout en finançant un portefeuille considérable d'initiatives supplémentaires pour répondre à d'autres besoins non comblés. À notre avis, ces initiatives supplémentaires devraient faire une large place à la responsabilité gouvernementale d'investir dans les programmes et services publics qui améliorent la qualité, la sécurité et la durabilité de l'environnement dans la vie des Canadiens, et non des réductions d'impôt.

À la fin, le budget d'un gouvernement minoritaire devra probablement tenir compte (pour être adopté, en tout cas) d'une combinaison ou d'un compromis entre les priorités de divers partis qui devront en bout de ligne voter en sa faveur. Le gouvernement conservateur a de toute évidence la marge de manœuvre financière nécessaire pour préserver les principales pierres angulaires du dernier gouvernement (comme les accords bilatéraux sur les services de garde d'enfants) et pour investir dans les nouvelles initiatives nécessaires et souhaitées par les Canadiens, notamment certaines des propositions des Conservateurs (comme l'allocation proposée pour le choix en matière de garde d'enfants). Le Parti conservateur a reçu un peu plus du tiers des voix des Canadiens le 23 janvier et détient à peine 40 % des sièges à la Chambre des communes. Il est essentiel que le budget présenté en définitive par M. Flaherty aux Communes reflète le soutien continu de la majorité des Canadiens à l'égard des programmes et services fédéraux qui comptent tellement dans leur vie.

Cadre financier

Le nouveau contexte du débat fiscal fédéral

Depuis le milieu des années 90, le gouvernement libéral fédéral a sous-estimé de façon chronique ses ressources financières en minimisant l'excédent budgétaire fédéral prévu. En dénaturant la véritable portée de la capacité fiscale d'Ottawa, le gouvernement pouvait réorienter les pressions exercées pour qu'il utilise ces ressources financières en réinvestissant dans les services publics et l'infrastructure qui avaient été négligés au cours des dix années suivant la lutte contre le déficit fédéral des années 90.

Le défaut du gouvernement d'utiliser ces excédents pour réparer les conséquences d'une décennie de négligence est évident dans les problèmes qui touchent tous les domaines, depuis les soins de santé et l'éducation postsecondaire jusqu'aux routes et aux installations de traitement des eaux. Les gens de toutes les couches de la société, depuis les enfants qui vivent dans la pauvreté jusqu'aux personnes âgées à faible revenu en passant par les Autochtones, ont payé le prix de cette négligence à la fois par la détérioration des services publics et par l'inégalité croissante.

Cette situation a changé depuis. À la veille de sa défaite, le gouvernement Martin a fourni

les premières estimations plausibles, de mémoire récente, sur la capacité fiscale du gouvernement⁴.

La présentation de prévisions fédérales plausibles en novembre dernier a été un tournant dans la politique fiscale fédérale. L'ABGF espère que ces prévisions plus réalistes représentent un changement stratégique plutôt qu'une anomalie préélectorale. Un nouveau bureau créé pour surveiller les prévisions financières pourrait obliger le ministère des Finances à fournir des évaluations réalistes de la situation financière du gouvernement, à condition que ce bureau obtienne des ressources et un pouvoir suffisants. Si les Canadiens ont accès à de meilleures prévisions officielles, il ne serait plus nécessaire de tenir des débats obscurs sur l'exactitude des prévisions et il pourrait y avoir plutôt un débat public sur les priorités budgétaires.

Étant donné la taille considérable des excédents budgétaires gouvernementaux prévus, il n'est maintenant plus nécessaire de tenir des débats pour savoir si le gouvernement fédéral a suffisamment de fonds pour payer les priorités de l'ABGF. Tant le gouvernement libéral antérieur que le nouveau gouvernement conservateur, qui a

TABLEAU 1 Scénario de base des Conservateurs calculé à partir de *La Mise à jour économique et financière*

(en millions de dollars)	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	Cumulatif de 2005-2006 à 2010-2011
Revenus						
Budget 2005	210,102	220,377	228,425	237,758		
Ajustements indiqués dans <i>La Mise à jour économique et financière</i> (p. 87)	7,260	6,449	5,618	5,865		
Total des revenus	217,362	226,826	234,043	243,623		
Dépenses de programme						
Budget 2005	169,517	177,934	185,803	194,527		
Ajustements indiqués dans <i>La Mise à jour économique et financière</i> (p. 87)	1,521	2,299	2,077	1,975		
Total des dépenses de programme	167,996	175,635	183,726	192,552		
Frais de la dette publique						
Budget 2005	35,600	36,400	36,100	36,200		
Ajustements indiqués dans <i>La Mise à jour économique et financière</i> (p. 87)	1,208	1,638	1,512	1,655		
Total des frais de la dette publique	34,392	34,762	34,588	34,545		
Scénario de base dans le programme des Conservateurs (marge de manœuvre disponible avant les nouvelles initiatives)	14,974	16,429	15,728	16,526	19,800	83,457

NOTE Le tableau utilisé pour calculer les ajustements (page 87 de *La Mise à jour économique et financière*) n'inclut pas les ajustements pour 2010-2011, puisque le budget de 2005 ne couvrirait pas cette année. La marge de manœuvre totale pour 2010-2011 est illustrée à la page 81 de *La Mise à jour économique et financière*.

fondé l'évaluation de son programme sur les nouvelles perspectives budgétaires du gouvernement libéral, reconnaissent cet état de chose.

Étant donné ces prévisions plus réalistes et l'acceptation générale qu'elles ont reçue, l'ABGF déroge de sa pratique antérieure et se fie au cadre financier officiel plutôt que de générer des prévisions indépendantes. Quels qu'ils soient, les ajustements à apporter aux prévisions financières mises à jour ne changeraient pas le fait indéniable que le gouvernement a suffisamment de ressources pour réinvestir dans l'infrastructure sociale et physique du Canada.

Il se peut que le gouvernement fédéral ait une marge de manœuvre financière encore plus grande que celle décrite dans *La Mise à jour économique et financière* de novembre. Dans un rapport récent, Don Drummond, de la Banque TD, mentionne que l'excédent budgétaire des exercices courant et à venir sera supérieur à ce qui a déjà été prévu⁵. La possibilité que les excédents budgétaires à venir soient même supérieurs à ce qui est représenté dans l'analyse ci-dessous démontre l'importance de la capacité fiscale dont dispose le gouvernement.

Avec une aussi grande marge de manœuvre, les Canadiens ont à faire un choix sans précédent

TABLEAU 2 rapprochement entre le scénario de base des Conservateurs et *La Mise à jour économique et financière*

(en millions de dollars)	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	Cumulatif de 2005-2006 à 2010-2011
(Marge de manœuvre disponible avant les nouvelles initiatives) scénario de base dans le programme des Conservateurs	14,974	16,429	15,728	16,526	19,800	83,457
Moins initiatives proposées avant <i>La Mise à jour économique et financière</i> (p. 81)	1,775	1,833	1,851	1,611	1,507	8,577
Total de la marge de manœuvre disponible tel qu'indiqué dans <i>La Mise à jour économique et financière</i>	13,199	14,596	13,877	14,915	18,293	74,880

dans leur histoire : est-ce que ces ressources financières appréciables devraient être utilisées pour reconstruire les services publics et l'infrastructure ou le gouvernement fédéral devrait-il profiter de cette occasion pour réduire les impôts?

De combien d'argent Ottawa disposera-t-il? Le « scénario de base » des Conservateurs par rapport à *La Mise à jour économique et financière*

Le Programme des Conservateurs contient une évaluation des excédents budgétaires prévus dans le « scénario de référence » quelque peu différente de celle présentée dans *La Mise à jour économique et financière* de novembre du gouvernement. Dans ce dernier document, on estime que le gouvernement fédéral aura des excédents budgétaires de 74,8 milliards de dollars entre 2006-2007 et 2010-2011 (avant de soustraire les réserves habituelles des Libéraux pour éventualités et prudence économique). En d'autres termes, le gouvernement fédéral pourrait avoir les moyens de payer toutes les promesses faites avant la publication de *La Mise à jour économique et financière* et s'attendre quand

même à avoir 74,8 milliards de dollars sur cinq ans à dépenser à d'autres fins.

Toutefois, le scénario de référence des Conservateurs, présenté dans le programme du parti, est de 83,4 milliards de dollars sur cinq ans. À quoi cet écart est-il attribuable?

Le tableau 1 présente les renseignements figurant dans *La Mise à jour économique et financière* qui ont servi à préparer un scénario de base presque identique à celui employé dans le programme des Conservateurs⁶. L'« excédent sous-jacent selon le statu quo » de 83,4 milliards de dollars entre 2006-2007 et 2010-2011 représente les prévisions du secteur privé sur les excédents budgétaires fédéraux à venir.

Or, les 83,4 milliards de dollars ne tiennent pas compte des nouvelles dépenses annoncées entre février 2005 et *La Mise à jour économique et financière* de novembre. Ces 83,4 milliards de dollars sont ajustés à la baisse de 8,6 milliards de dollars pour refléter les nouvelles dépenses annoncées avant le 14 novembre 2005. Il reste 74,8 millions de dollars sur cinq ans, soit le montant dont dispose un gouvernement pour financer de nouvelles promesses ayant trait à la fiscalité, aux dépenses ou au remboursement de la dette.

Le programme des Conservateurs : de l'excédent budgétaire à la compression des dépenses

Le programme des Conservateurs présente un plan quinquennal pour utiliser les excédents budgétaires à venir du gouvernement fédéral. La majeure partie de la marge financière qui figure dans ce programme est consacrée au paiement des réductions d'impôt. Les Conservateurs estiment les coûts des réductions d'impôt des particuliers et des sociétés à 44,9 milliards de dollars sur cinq ans. En outre, leur plan de remboursement de la dette absorbera 15 milliards de dollars de la capacité fiscale du gouvernement sur cinq ans. Du point de vue des dépenses, les Conservateurs dressent la liste de plans s'élevant à un peu plus de 30 milliards de dollars. Par conséquent, ils estiment que le coût total des promesses faites dans leur programme est d'un peu moins de 90 milliards de dollars.

Il y a lieu de croire que ces coûts sont sous-estimés. Les Conservateurs prétendent qu'ils régleront des questions possiblement coûteuses, comme le déséquilibre budgétaire fédéral-provincial et les délais d'attente dans le domaine des soins de santé, mais le programme n'inclut aucune dépense pour atteindre ces objectifs. En outre, on a fait valoir que le coût de certaines mesures, comme la réduction de la TPS et de l'impôt sur les gains en capital, a été gravement sous-estimé⁷.

Ces 90 milliards de dollars prenant la forme de réductions d'impôt, de dépenses et de remboursement de la dette ne sont pas les seuls engagements dans le programme des Conservateurs, qui ont également promis un excédent cumulatif de 22,7 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années (promesse qui est explicitement supérieure à celle de rembourser la dette). Ainsi, la marge financière totale nécessaire pour remplir le programme des Conservateurs est de 112,7 milliards de dollars entre 2006–2007 et 2010–2011.

Comment les Conservateurs feront-ils entrer un programme de 112,7 milliards de dollars, y compris les excédents auxquels ils se sont engagés, dans une marge de 74,8 milliards de dollars? Le manque à gagner de 37,9 milliards de dollars doit être compensé par des compressions des dépenses.

Les compressions des dépenses des Conservateurs : combler le manque à gagner de 37,9 milliards de dollars

Pour trouver les 37,9 milliards de dollars sur cinq ans que nécessite leur programme électoral, les Conservateurs y intègrent des compressions des dépenses explicites et implicites. Voici deux méthodes par lesquelles ils prévoient réaliser des économies des dépenses et qu'ils mentionnent dans leur programme :

- 1 Selon le programme des Conservateurs, 6,8 milliards de dollars seront réaffectés sur cinq ans. Ils ont promis de mettre fin au programme favorisant le choix en matière de garde d'enfants, ce qui donne des économies de 4,8 milliards de dollars sur cinq ans⁸. Ils ont également promis de retirer 2 milliards de dollars du fonds pour le changement climatique, programme qui fait partie intégrante de la tentative de rendre le Canada conforme aux cibles de l'accord de Kyoto. Ces deux réductions proposées ont été confrontées à une vive résistance, tout spécialement de la part des gouvernements provinciaux dont les plans de dépenses incluaient le financement des services de garde par le fédéral.
- 2 Le programme des Conservateurs promet également de modérer les dépenses, pour des économies de 22,5 milliards de dollars sur cinq ans. Dans un récent rapport de la Banque TD, Don Drummond confirme les soupçons voulant qu'il s'agisse d'une cible très ambitieuse pour restreindre les dépenses⁹.

TABLEAU 3 Le programme des Conservateurs (2006–07 à 2010–2011)

(en milliards de dollars)

Promesses des Conservateurs		
Réductions d'impôt	44.9	
Plans de dépenses	30.1	
Remboursement de la dette	15.0	
Total des nouvelles mesures		90.0
Excédent « non affecté » déclaré		22.7
Total des promesses des Conservateur		112.7
Marge financière pour tenir compte des promesse des Conservateurs		
Marge financière disponible avant <i>La Mise à jour économique et financière</i>		74.8
Réductions des dépenses nécessaires pour réaliser le programme des Conservateurs		
Réaffectations	6.8	
« Modération » des dépenses	22.5	
Répudier les initiatives de dépenses proposées avant <i>La Mise à jour économique et financière</i>	8.6	
Réductions des dépenses nécessaires pour réaliser le programme des Conservateurs		37.9
Marge financière totale nécessaire au programme des Conservateurs		112.7

Les Conservateurs promettent explicitement de réduire les dépenses de 29,3 milliards de dollars sur cinq ans (6,8 milliards de dollars en « réaffectations » et 22,5 milliards de dollars en « modération »). Dans les faits, les nouvelles dépenses nettes du programme des Conservateurs sont négligeables puisque les promesses de 30 milliards de dollars à cet égard sont pratiquement annulées par les réductions de 29,3 milliards de dollars de dollars apportées aux programmes existants.

Les deux méthodes explicites par lesquelles les Conservateurs prévoient réaliser des économies des dépenses ne suffisent pas pour permettre d'équilibrer leur programme. Ces méthodes libèrent 29,3 milliards de dollars sous la forme d'une marge financière mais il manque encore 8,6 milliards de dollars sur les 37,9 milliards de dollars de marge dont ils ont besoin.

Comment combler-ils le manque à gagner? Voici un troisième aspect de la compression des dépenses qui est implicite dans leur programme mais qui est intégré dans leur évaluation de manière à ne pas être évident :

3 Les Conservateurs prétendent que la marge financière du scénario de référence est de 83,4 milliards de dollars, plutôt que les 74,8 milliards de dollars indiqués ci-dessus. Il est évident dans le tableau critique de la page 81 de *La Mise à jour économique et financière* qu'ils ont calculé ce scénario de référence en ne tenant pas compte des 8,6 milliards de dollars sur cinq ans des initiatives de dépenses proposées par le gouvernement libéral entre le budget 2005 et *La Mise à jour économique et financière*.

Cela implique que les Conservateurs ne comptent pas respecter toutes les promesses faites par le gouvernement libéral avant *La Mise à jour économique et financière*¹⁰. Selon son programme, le Parti conservateur respectera certains de ces engagements (comme les montants destinés aux opérations au Darfur et en Afghanistan) mais il ne présente pas clairement ceux qu'il respectera¹¹. Il est évident que les Conservateurs devront déduire 8,6 milliards de dollars de plus à un

endroit s'ils comptent s'en tenir à l'évaluation de leur programme.

Le fait que le programme des Conservateurs ait omis des dépenses correspondant aux dépenses annoncées avant *La Mise à jour économique et financière* est confirmé par une autre source. Paul Darby, du *Conference Board* du Canada, a été prié par le Parti conservateur d'évaluer ce programme et il a produit un rapport que le Parti refuse de faire paraître. Toutefois, dans la lettre qui accompagne le document sur l'évaluation du programme des Conservateurs, M. Darby stipule que son analyse a nécessité un aperçu économique du scénario de référence qui n'inclut aucune nouvelle mesure fiscale après le budget 2005, sauf quelques exceptions mentionnées dans le rapport.

Les trois aspects des compressions des dépenses touchées (implicitement ou explicitement) par le programme des Conservateurs obligeront le gouvernement à réduire ses dépenses de près de 38 milliards de dollars sur cinq ans. À une moyenne de plus de 7,5 milliards de dollars de restriction des dépenses par année, cela représente une baisse considérable des dépenses gouvernementales.

L'ironie de ce moment critique : nous reconnaissons notre capacité fiscale appréciable uniquement pour instaurer des compressions des dépenses considérables

L'ironie de notre situation actuelle est frappante. Au moment même où le gouvernement reconnaît qu'il aura d'importants excédents budgétaires dans l'avenir prévisible, le gouvernement conservateur est probablement sur le point d'instaurer une ère de restriction des dépenses qui n'est pas sans nous rappeler les douloureuses coupures du milieu des années 90.

Dans les années 90, la lutte contre les déficits s'avérait être la justification (crédible ou non) qui légitimait des compressions draconiennes des

dépenses. Puisqu'il n'y a aucun déficit et que le ratio de la dette au PIB est constamment à la baisse, aucune urgence financière plausible ne justifie l'austérité prochaine des Conservateurs.

Cette austérité sera due seulement à une stratégie des Conservateurs qui minera radicalement la capacité fiscale d'Ottawa en réduisant les d'impôts. Ottawa a une marge de manœuvre suffisante pour réinvestir dans les services publics et l'infrastructure sans faire d'importantes compressions des dépenses ailleurs. Mais, en minant intentionnellement cette capacité fiscale par des réductions d'impôt coûteuses, le gouvernement conservateur videra délibérément les coffres et sonnera par la suite l'alarme en disant que les réserves sont à sec.

Il semble que le public canadien ne soit pas conscient de l'ampleur de la rationalisation des dépenses gouvernementales qui sera nécessaire si le gouvernement conservateur veut éviter un déficit. Les médias n'ont certes pas examiné cette question en profondeur pendant la campagne. Il faut toutefois signaler que l'évaluation du programme des Conservateurs n'a été publiée qu'un peu plus d'une semaine avant le jour du scrutin et qu'il restait peu de temps pour en examiner en détail le plan financier.

Le programme de l'ABGF : maintenir les progrès et aller de l'avant

On est sur le point de refuser aux Canadiens l'occasion d'utiliser les excédents budgétaires à venir pour se remettre d'une décennie d'appauvrissement de l'infrastructure et des services publics. Non seulement se pourrait-il que nous n'arrivions pas à « aller de l'avant » en utilisant cette capacité fiscale pour réinvestir dans les besoins en infrastructure et services publics nombreux et urgents, mais encore il se pourrait que nous « fassions marche arrière » si le gouvernement conservateur revient sur les engagements qui ont été durement acquis ces dernières années.

Dans la présente partie de l'ABGF, nous présentons notre programme d'utilisation des excédents budgétaires à venir. Nous y illustrons les progrès qui peuvent être faits si notre pleine capacité fiscale est déployée pour rebâtir l'infrastructure et les services publics usés.

Les propositions de l'ABGF sont regroupées en deux parties. Premièrement, il est impératif que nous respections nos engagements actuels dans de nombreux secteurs de dépenses publiques critiques (ce que nous appelons : « ne pas faire marche arrière »). En outre, il reste une marge de manœuvre suffisamment appréciable pour que les divers partis du Parlement puissent faire un compromis. Nous présentons notre programme à cet égard (ce que nous appelons : « aller de l'avant »).

Notre analyse est la suivante. Nous présentons l'évaluation détaillée de la capacité fiscale et des mesures proposées de l'ABGF sur un horizon de trois ans. Nous débutons par le même scénario de référence que les Conservateurs : 83,4 milliards de dollars sur cinq ans.

Ce montant est rajusté à notre période de trois ans. Par conséquent, l'ABGF part d'un scénario de référence de 47,1 milliards de dollars sur trois ans.

C'est le scénario de référence que les Conservateurs ont dit vouloir employer dans leur programme et nous l'utilisons également pour fournir des chiffres qu'il est plus facile à comparer à ceux des Conservateurs.

Toutefois, nous reconnaissons que le scénario de référence des Conservateurs tient compte des coupures implicites traitées au point n° 3 ci-dessus¹². Notre analyse déroge de celle des Conservateurs parce que nous tenons immédiatement compte des coûts de plusieurs engagements clés qui ont déjà été promis par le gouvernement. C'est notre engagement à « ne pas faire marche arrière ».

Une fois que les coûts pour « ne pas faire marche arrière » sont pris en compte, nous calculons la marge de manœuvre financière qui

reste pour « aller de l'avant ». Il s'agit du montant que le gouvernement fédéral prévoit *après* avoir rempli ces engagements antérieurs importants. Cela représente donc la marge de manœuvre disponible pour financer les priorités que l'ABGF présente. Notre programme de l'ABGF illustre les progrès considérables qui pourraient être faits, à condition que la capacité fiscale du gouvernement ne soit pas minée par les réductions d'impôt des Conservateurs.

Ne pas faire marche arrière

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral fait ressortir cinq secteurs de dépenses où des progrès considérables ont été faits ces derniers temps. Nous invitons le gouvernement à respecter les engagements antérieurs en matière de financement qui ont été pris relativement à ces secteurs de dépenses :

- 1 Services de garde d'enfants :** Fournir les fonds nationaux destinés aux services de garde d'enfants promis dans les accords bilatéraux.
- 2 Premières nations, Métis et Inuits :** Respecter les engagements faits aux Premières nations aux Métis et aux Inuits pendant la rencontre des premiers ministres de novembre 2005.
- 3 Environnement :** Continuer de financer le fonds pour le changement climatique.
- 4 Jeunes canadiens et travailleurs :** Mettre en œuvre le plan de formation et le Fonds de protection du salarié annoncés dans *La Mise à jour économique et financière*. Respecter les plans relatifs à l'éducation postsecondaire qui ont été faits dans le projet de loi C-48 et mettre en œuvre le plan de formation annoncé dans *La Mise à jour économique et financière*.
- 5 Villes et collectivités :** Maintenir les progrès prévus dans le domaine des

TABLEAU 4 Coût pour « ne pas faire marche arrière »				
(en millions de dollars)	2006-07	2007-08	2008-09	Total sur 3 ans
Peuples autochtones				
Engagements envers les Premières nations, les Métis et les Inuits	236	254	488	977
Villes/collectivités				
Transports en commun (Les mesures sur les transports en commun du projet de loi C-48 se poursuivent jusqu'en 2008-2009)	400	400	400	1200
Logement (Les mesures sur le logement du projet de loi C-48 se poursuivent jusqu'en 2008-2009)	800	800	800	2400
Jeunes Canadiens et travailleurs				
Formation (Mettre en œuvre le programme de formation décrit dans <i>La Mise à jour économique et financière</i>)	476	553	798	1827
Fonds de protection du salarié	32	32	32	96
EPS (Maintenir l'engagement du projet de loi C-48 et continuer jusqu'en 2008-2009)	750	750	750	2250
Coût total pour « ne pas faire marche arrière »	2694	2789	3268	8750
Montant déjà prévu dans le budget qui sera conservé pour « ne pas faire marche arrière » (c.-à-d. montant que le programme des Conservateurs prévoyait réduire)				
Services de garde d'enfants				
Conserver le montant du programme national de services de garde d'enfants promis dans les ententes bilatérales	700	1200	1200	3100
Environnement				
Conserver le fonds pour le changement climatique	400	400	400	1200

transports en commun et du logement abordable et réalisés dans le cadre du projet de loi C-48 (l'accord budgétaire entre les Libéraux et le NDP).

Le tableau 4 présente le coût total du respect des cinq priorités évaluées, soit 8,8 milliards de dollars au cours des trois prochains exercices. Deux éléments, le programme national de services de garde d'enfants et le fonds pour le changement climatique, faisaient partie du budget 2005 et sont donc déjà pris en compte dans l'« excédent budgétaire sous-jacent selon le statu quo » de 47,1 milliards de dollars sur trois ans. Ils ne représentent pas les nouveaux éléments puisque l'ABGF poursuivrait simple-

ment ces éléments comme prévu plutôt que de les réduire, comme les Conservateurs ont promis de le faire.

Les trois autres éléments sont des dépenses qui ne sont pas intégrées dans le scénario de référence des Conservateurs, soit parce qu'ils font partie du projet de loi C-48 (le marché budgétaire entre les Libéraux et le NDP), soit parce qu'ils ont été annoncés dans *La Mise à jour économique et financière* ou par la suite. Les mesures financées dans le cadre du projet de loi C-48 ont été négociées uniquement pour 2005-2006 et 2006-2007. Nous avons prolongé ces mesures aux trois années complètes de notre période de l'ABGF parce que ces priorités nécessitent un financement continu.

TABLEAU 5 Coûts pour aller de l'avant				
(en millions de dollars)	2006-07	2007-08	2008-09	Total sur 3 ans
Peuples autochtones				
Institutions dirigeantes efficaces	774	770	797	2341
Développement économique	142	147	152	441
Gérance environnementale	91	91	94	276
Améliorer les conditions sociales et de santé des Premières Nations, Métis et des Inuits	62	62	62	185
Bon départ	30	30	30	90
Centres d'amitié	10	10	10	30
Culture				
Engagement envers l'excellence artistique	63	112	167	342
Nouvelle politique canadienne sur les musées	75	75	75	225
Radio-Canada : mettre en œuvre la stratégie proposée pour améliorer les connexions régionales	34	61	83	179
Villes				
Taxe sur l'essence de 5 cents immédiatement	1000	800	600	2400
Services de garde d'enfants				
Fonds nécessaires pour atteindre les buts de la « Stratégie canadienne en matière de services de garde à l'enfance »	400	900	1900	3200
Environnement Dépenses				
Efficacité énergétique, conservation de l'énergie et transport écologique	300	600	900	1800
Programme national d'élargissement de l'énergie renouvelable	42	42	42	126
Fonds de conservation	83	83	83	250
Renforcement de la LCPE	15	15	15	45
Environnement Économies				
Retrait progressif des subventions à l'industrie pétrolière et gazière	-300	-600	-900	-1800
Déplacement fiscal pour les voitures de fonction	-2	-4	-5	-11
Transition des incitatifs à l'exploitation minière vers le recyclage	0	0	0	0
Santé				
Assurance-médicaments	2662	2795	2795	8252
Perfectionnement des compétences des travailleurs de la santé	83	83	83	249
Logement				
Nouvelles unités de logement abordable		700	700	1400
Aide publique au développement				
Augmenter l'APD pour atteindre 0,7 % du RNB d'ici 2015	500	850	920	2270
Pauvreté				
Augmenter le transfert en matière de programmes sociaux	600	600	800	2000
PFCE *	2000	2500	5000	9500
EPS				
Augmenter le transfert à l'EPS	1200	1300	1400	3900
Retraite				
Augmenter le SRG	0	824	857	1681
Budget du Programme de la promotion de la femme				
	90	90	90	270
Développement sectoriel				
Conseils de développement sectoriel	50	50	50	150
Soutien propre au secteur	500	500	500	1500
Total	10504	13486	17300	41290
Équité fiscale (2008-2009 seulement)				
Gains en capital			-2400	-2400
Options d'achat d'actions			-250	-250
Repas et représentation			-484	-484
Sociétés étrangères affiliées			-400	-400
REER			-630	-630
Fiducie de revenu			-750	-750
Total			-4914	-4914
Coût net pour aller de l'avant	10504	13486	12386	36376

* Inclut le montant que les Conservateurs affecteraient à l'« allocation pour le choix en matière de garde d'enfants », ainsi qu'un financement supplémentaire.

TABLEAU 6 L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral

(en millions de dollars)	2006-07	2007-08	2008-09
Revenus			
Scénario de référence	217,362	226,826	234,043
PFCE et mesures d'équité fiscale	-2,000	-2,500	-86
Total	215,362	224,326	233,957
Dépenses de programme			
Scénario de référence	167,996	175,635	183,726
Mesures de l'ABGF	11,198	13,774	15,568
Total des dépenses de programme	179,193	189,409	199,294
Frais de la dette publique			
Scénario de référence	34,392	34,762	34,588
Solde	1,776	154	75

NOTE Pour que les chiffres soient comparables à la présentation des revenus et dépenses du gouvernement, le tableau 6 présente les revenus de l'ensemble de l'équité fiscale, ainsi que les augmentations apportées à la Prestation fiscale canadienne pour enfants, dans le cadre des revenus. Le tableau 6 présente également la partie dépenses de l'ensemble de la sécurité du revenu dans le cadre des dépenses de programme.

Aller de l'avant

Le tableau 5 présente les mesures proposées par l'ABGF pour faire de grands pas afin d'« aller de l'avant ». Pour les deux premiers exercices (2006-2007 et 2007-2008), ce tableau illustre les importants services publics qui pourraient être financés, à condition qu'aucune nouvelle réduction d'impôt ne soit instaurée.

On s'attend à ce que le présent Parlement soit de courte durée et il est impossible de savoir quelle sera la composition du prochain. Nous espérons que le débat public débordera de la fixation sur les réductions d'impôt pour s'attarder à l'équité fiscale (*voir la partie Fiscalité ci-dessous*). Pendant la troisième année de l'ABGF, nous instaurons des mesures d'équité fiscale conçues pour éliminer certaines des échappatoires fiscales qu'emploient les salariés à revenu élevé et les sociétés. Cela apporte des recettes supplémentaires que nous pouvons réaffecter afin de réduire l'inégalité, grâce à la Prestation fiscale canadienne pour enfants et au Supplément de revenu garanti des personnes âgées.

L'ABGF en bref

Les revenus globaux, les dépenses de programme et les frais de la dette du gouvernement fédéral dans le cadre de l'ABGF sont décrits dans le tableau 6.

En utilisant les excédents budgétaires à venir ainsi qu'un montant modeste provenant des propositions sur l'équité fiscale pendant la troisième année de l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral, l'ABGF pourrait financer de nouvelles mesures de plus de 50 milliards de dollars pendant les trois exercices à venir (tableau 7).

Les propositions de l'ABGF pour conserver les progrès et aller de l'avant sont tirées de l'hypothèse selon laquelle nous ne minons pas la capacité fiscale d'Ottawa par des réductions d'impôt extravagantes.

Conclusion

La promesse de réduire les impôts de 44,9 milliards de dollars faite par les Conservateurs rendrait le programme de l'ABGF impossible. Tel que susmentionné, ces réductions d'impôt, ainsi que

TABLEAU 7 Résumé des mesures de l'ABGF

(en millions de dollars)	2006-07	2007-08	2008-09	Total sur 3 ans
Capacité fiscale				
Scénario de référence	14974	16429	15728	47131
Équité fiscale	0	0	4914	4914
Capacité fiscale totale	14974	16429	20642	52045
Dépenses de l'ABGF				
Coût pour ne pas faire marche arrière	2694	2789	3268	8750
Coût pour aller de l'avant	10504	13486	17300	41290
Coût total des mesures de l'ABGF	13198	16274	20568	50040
Solde	1776	154	75	2005

les dépenses, la réduction de la dette et les buts de l'excédent non affecté des Conservateurs, exacerberont la capacité fiscale à venir d'Ottawa. Au lieu de cela, le programme des Conservateurs nécessitera des compressions de près de 38 milliards de dollars.

Les ramifications du programme des Conservateurs pourraient être encore plus graves que ce que nous avons avancé plus haut. Il se pourrait que les compressions des Conservateurs soient de plus de 38 milliards de dollars parce : 1) qu'ils ont sous-estimé les coûts de leurs réductions d'impôt (comme c'est clairement le cas lorsqu'on examine leur réduction de la TPS et de l'impôt sur les gains en capital); 2) qu'ils ont omis de joindre une taxe sur le prix à des postes de dépense clés, comme leur promesse de réduire le délai d'attente dans le domaine des soins de santé et le déséquilibre budgétaire fédéral-provincial. Lorsque le programme des Conservateurs coûteront plus cher que ce qu'ils ont indiqué, les restrictions devront être bien plus sévères s'ils veulent respecter leurs autres promesses.

Cela est de mauvais augure. La mise en place de réductions d'impôt qui coûtent plus cher que les prétentions du gouvernement ouvre la voie à

des pressions budgétaires accrues dans l'avenir. Étant donné que leur véritable impact fiscal restera caché jusqu'à ce que les comptes publics soient disponibles, soit à l'automne 2007, les Canadiens ne connaîtront peut-être pas le coût réel des réductions d'impôt promises par les Conservateurs avant les prochaines élections. Et, si le Parti conservateur remporte la majorité qu'il souhaite obtenir, il sera trop tard pour réexaminer les réductions d'impôt. Le gouvernement fédéral sera obligé de payer pour le legs de ces réductions d'impôt par une austérité des dépenses.

Lorsque les restrictions des dépenses accéléreront, nous risquons de voir un changement important dans la composition des dépenses gouvernementales. Certains secteurs des dépenses sont soit des priorités du gouvernement conservateur, soit difficiles à réduire pour d'autres raisons (dépenses de défense, sécurité de la vieillesse et transferts de péréquation, pour n'en nommer que quelques-uns). Par conséquent, les autres secteurs du budget fédéral, souvent liés à l'infrastructure et aux services publics, devront être réduits assez en profondeur pour atteindre les cibles de réaffectation et de réduction des dépenses des Conservateurs.

Notes

1 « Will There Again Be a Revenue Windfall for the Federal Budget? » Don Drummond, TD Economics, 29 mars 2005.

2 Mackenzie, Hugh, « Taxation: The Martin Record », dans *Hell and High Water: An Assessment of Paul Martin's Record and Implications for the Future*, Todd Scarth, éd., Centre canadien de politiques alternatives, 2004.

3 Sheila Block et Ellen Russell (2006), *Standing up for Which Families? Who Benefits From the Conservative Tax Cut Promises*, AFB Technical paper 4, Centre canadien de politiques alternatives

4 L'ABGF et d'autres critiques des prévisions gouvernementales ont peut-être joué un rôle dans la nouvelle franchise du ministère des Finances. Il est évident que les prévisions du gouvernement ont été largement critiquées, tant dans les médias financiers que devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes.

5 « Will There Again be a Revenue Windfall for the Federal Budget? », TD Economics, 29 mars 2005.

6 Les lecteurs peuvent consulter les pages 81 et 87 de *La Mise à jour économique et financière* pour obtenir les renseignements illustrés dans le tableau 1.

7 Par exemple, il est probable que le coût de la réduction de l'impôt sur les gains en capital promise par les Conservateurs ait été sous-estimé dans leur programme. Voir Don Drummond, « Peering into the Conservative's Fiscal Plan : More Spending Restraint Required Than You Might Think », rapport spécial de TD Economics, 28 février 2006, www.td.com/economics, et Sheila Block et Ellen Russell, « Standing Up for Which Families?: Who Benefits from the Conservatives' Tax Cut Promises », L'Alternative pour le budget du gouvernement fédéral 2006, Technical Document #6, www.policyalternatives.ca

8 Toutefois, après d'intenses critiques, les Conservateurs ont promis de continuer à financer les services de garde d'enfants en 2006–2007.

9 « Peering into the Conservative's Fiscal Plan : More Spending Restraint Required Than You

Might Think », rapport spécial de TD Economics, 28 février 2006, www.td.com/economics

10 Toutes les initiatives comprises dans cette catégorie de 8,6 milliards de dollars sont décrites en détail à la page 14 de *La Mise à jour économique et financière*.

11 Le programme indique, entre autres dans ses plans de dépenses, des plans de financement gouvernemental postbudgétaire à respecter. Après examen, cette catégorie comprend une combinaison des deux éléments qui sont antérieurs à *La Mise à jour économique et financière* (et qui

constituent donc une partie des dépenses de 8,6 milliards de dollars susmentionnées) et certains éléments qui sont annoncés dans *La Mise à jour économique et financière* ou par la suite (et qui ne font donc pas partie de ces 8,6 milliards de dollars).

12 Les coupures implicites totalisent 8,6 milliards de dollars sur cinq ans. Ajustées à notre période de trois ans, ces coupures représentent 5,5 milliards de dollars au cours des trois premières années.

Au sujet du Centre...

Le Centre canadien de politiques alternatives est un institut de recherche indépendant et sans but lucratif, financé en majeure partie par ses membres individuels et institutionnels.

Fondé en 1980, son objectif est de promouvoir les recherches progressistes dans le domaine de la politique économique et sociale. Le Centre publie des rapports et des livres, ainsi qu'une revue mensuelle. Il organise aussi des conférences et des colloques.

Pour de plus amples renseignements, téléphonez ou écrivez au:

Bureau National

410-75 rue Albert, Ottawa, ON K1P 5E7

TÉLÉPHONE 613-563-1341 **TÉLÉCOPIER** 613-233-1458

COURRIER ÉLECTRONIQUE ccpa@policyalternatives.ca

Bureau de la C.-B.

1400-207 rue West Hastings, Vancouver, C.-B. V6B 1H7

TÉLÉPHONE 604-801-5121 **TÉLÉCOPIER** 604-801-5122

COURRIER ÉLECTRONIQUE info@bcpolicyalternatives.org

Bureau de Manitoba

309-323 avenue Portage, Winnipeg, MB R3B 2C1

TÉLÉPHONE 204-927-3200 **TÉLÉCOPIER** 204-927-3201

COURRIER ÉLECTRONIQUE ccpamb@policyalternatives.ca

Bureau de Nouvelle-Écosse

P.O. Box 8355, Halifax, NS B3K 5M1

TÉLÉPHONE 902-477-1252 **TÉLÉCOPIER** 902-484-63441

COURRIER ÉLECTRONIQUE ccpans@policyalternatives.ca

Bureau de Saskatchewan

105-2505 11e avenue, Regina, SK S4P 0K6

TÉLÉPHONE 306-924-3372 **TÉLÉCOPIER** 306-586-5177

COURRIER ÉLECTRONIQUE ccpask@sasktelnet



CCPA

CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES

CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES